

L'ÉCOLOGIE, UNE AFFAIRE DE CLASSE ?

Les préjugés sur l'absence de conscience écologique des classes populaires ont la vie dure. Les personnes issues de ces milieux ignoreraient l'importance des enjeux climatiques à venir, adopteraient plus que d'autres, et sans culpabilité, des comportements polluants, se moqueraient ouvertement des pratiques écologistes. Ce désintérêt et ce désengagement sont-ils réels ? Les milieux populaires ont-ils, au fond, une conscience politique écologique ?



J'ai toujours été écolo, bien avant d'en avoir une conscience politique. Alors que j'habitais dans un quartier populaire avec du béton pour seul paysage, j'ai toujours eu un lien avec la nature. Je considérais mon environnement comme un tout vivant et non comme une matière inerte. Je repense souvent aux « classes vertes » comme moment fondateur de ce lien. Notre professeur de sciences nous emmenait au terril proche de l'école et cela me rendait heureuse. Je trouvais ce lieu fascinant, beau. A la maison, nous avions la chance d'avoir un potager. J'observais mon père qui y cultivait toutes sortes de légumes, sans utiliser de produits chimiques. Plus tard, j'ai adhéré aux recommandations des petits gestes à réaliser au quotidien pour limiter mon impact sur l'environnement. J'ai commencé à lire

beaucoup sur le sujet et à intellectualiser mes observations. Je me souviens avoir échangé sur mes lectures avec mon père. Pour lui, toutes ces recommandations avaient du sens mais il considérait que cela concernait les bourgeois, que lui, plus jeune, et mon grand-père avant lui, avaient par la force des choses été obligés d'opter pour la sobriété, non par choix mais par nécessité économique.

« Comme si j'avais attendu pour faire attention ! »

Récemment, en rendant visite à ma grand-mère, j'ai croisé une femme âgée du quartier. Après avoir pris de mes nouvelles, elle enchaîna sur l'actualité et c'est en colère qu'elle me lança : *On nous demande de mettre des couches*

de pulls en plus pour économiser l'énergie, tu t'imagines ! Comme si j'avais attendu les conseils de ces gens-là pour faire attention !

Se demander si les « milieux populaires¹ » s'intéressent à l'écologie, c'est aussi ridicule et insultant que de demander à un analphabète s'il est cultivé. En 2021, nous avons réalisé au sein des Equipes Populaires une recherche participative sur les peurs auprès de nos membres et sympathisants². Sur les 200 personnes qui ont complété l'enquête, à la question *Quand vous pensez à l'avenir, à celui de vos enfants ou petits-enfants, quelle émotion ressentez-vous le plus fort ?*, près d'une sur quatre a mentionné la préoccupation écologique. En ce qui concerne le climat, on peut constater une grande conscience de l'ampleur des catastrophes annoncées, et un pessimisme certain sur les conséquences du réchauffement climatique. Parmi les 99 personnes qui s'identifient comme faisant partie des milieux populaires, nous constatons que la proportion de gens inquiets pour la biodiversité est identique à celle de l'ensemble des répondants.

Un discours institutionnel déconnecté des réalités

L'inquiétude face à la crise écologique est donc bien présente au sein des milieux populaires, d'autres enquêtes sociologiques le montrent également. Le problème réside dans le décalage : décalage entre les militants écologistes « traditionnels » et les personnes qui n'ont pas toujours les codes de la mobilisation citoyenne, décalage entre les décideur-euse-s et la réalité de vie des personnes. Féris Barkat, cofondateur de l'association Banlieues Climat, le constate au quotidien : *On a droit à de grands discours pour dire que les classes populaires sont les bienvenues, mais est-ce que vous êtes déjà allé à une manif écolo ? On ne se sentira jamais à notre place. Aujourd'hui, la rhétorique climatique dominante – efficace pour une certaine classe sociale – gravite autour de l'hyper-responsabilisation des individus, de la consommation et des petits gestes. On ne peut pas demander d'arrêter l'avion à quelqu'un qui ne l'a jamais pris de sa vie³.*

Le discours politique est en inadéquation avec la réalité des gens, qui ne se reconnaissent pas dans les solutions qui sont proposées ou qui tout simplement ne peuvent pas se permettre de les mettre en œuvre. L'écoresponsabilité, le fameux consommateur responsable, le *mangez moins de viande et tout ira mieux*, ces injonctions sont

culpabilisantes et fallacieuses puisqu'on sait qu'elles ne sont pas suffisantes pour régler la multiplicité des défis qui nous attendent.

Les sociologues Jean-Baptiste Comby et Hadrien Malier⁴ ont réalisé en 2021 une analyse sur les classes populaires et l'enjeu écologique. Ils observent une tendance des classes populaires à souligner l'irréalisme du discours écologique par rapport à une réalité de vie souvent difficile : *Mais on a déjà travaillé toute la journée, c'est notre détente ! Peu importe que je prenne un bain ou une douche plus longue de deux minutes⁵.* Changer son mode de vie avec l'approche écologique apparaît alors comme une charge supplémentaire que l'on ne souhaite pas ajouter à un quotidien déjà exigeant⁶.

Lors de leurs entretiens, ils ont identifié ce qu'ils nomment un *goût du raisonnable* auprès des classes populaires : *Face aux injonctions à l'écologisation, les habitant-e-s des résidences HLM répondent régulièrement qu'ils et elles sont très attentifs et attentives à leurs consommations et n'ont « pas attendu » le programme de sensibilisation pour savoir récupérer l'eau en plaçant un verre sous le robinet quand ils et elles se brossent les dents, éteindre la lumière dans les pièces vides ou récupérer des « fruits talés ».* (...) C'est la même problématique qui est relevée quant aux autocollants Stop Pub : *ils ont besoin des pubs pour être tenus au courant des promotions utiles à la gestion de leur budget.*

La délégitimation des pratiques écologiques des milieux populaires

Il y a également une forme de modestie qui ressort des témoignages collectés par les sociologues. Une modestie du *nous* face à *eux*, les pollueurs. Quand on demande à l'un des enquêtés, tout à fait conscient de la problématique du changement climatique, si les petits gestes écologiques du quotidien peuvent aider à protéger la planète, on peut sentir une impuissance dans sa réponse : *Ce n'est pas là que ça se joue. On n'est pas Trump nous ! Ce n'est pas la douche du petit monsieur qui détruit la nature⁷.* Selon les sociologues, ce n'est pas de l'égoïsme qui est manifesté ici mais une modestie ajustée à sa position sociale. Cette infériorisation, ajoutent-ils, peut s'expliquer quand, au travail, dans la vie quotidienne, à l'école, face à la police ou aux bailleurs sociaux, tout vous renvoie à la place que vous occupez sur l'échelle sociale : inférieure.

Pour Fatima Ouassak, politologue, militante et cofondatrice du collectif Front de Mères,

Définition : Milieux populaires

Les milieux populaires sont caractérisés par une grande diversité de personnes aux profils et aux expériences de vie variées mais qui possèdent des traits communs liés à des phénomènes de domination socio-économique (*petitesse du statut professionnel ou social ; étroitesse des ressources économiques -sans que cela signifie nécessairement précarité-¹*) et de séparation culturelle (*éloignement par rapport au capital culturel, et d'abord par rapport à l'école²*).

1.-2. SCHWARTZ O., « Peut-on parler des classes populaires ? », dans *La Vie des Idées*, 2013.

il y aurait un problème de délégitimation de la parole des classes populaires en matière de luttes écologistes. Lorsqu'elle a milité avec plusieurs personnes pour instaurer une assiette végétarienne dans les cantines scolaires, en plus du menu habituel, à savoir de la viande, elles ont été taxées de communautaristes et suspectées de vouloir imposer au final le halal à l'école. L'invisibilisation de la lutte écologiste par les personnes issues des quartiers populaires est aussi pointée du doigt par Fatima Ouassak qui souligne l'importance de laisser des traces : *Si je n'avais pas fait ce travail de laisser des traces, de dire cette lutte dans des entretiens avec des médias, notre lutte écologiste à Bagnolet serait, elle aussi, passée à la trappe. Vous pourriez alors considérer que la question de l'alternative végétarienne a été portée par la FCPE [Principale fédération de parents d'élèves des écoles publiques en France, classée à gauche. NDLR], par Greenpeace, par l'Association végétarienne de France – parce qu'elle est portée aujourd'hui par eux – et que les principales victimes de ce qu'on appelle la crise climatique et les inégalités environnementales (la classe populaire), décidément, elles, elles ne font rien.*

Le besoin d'un réalisme pratique

Pour la politologue, il est évident que ce n'est pas parce que la préoccupation principale de certaines personnes est de subvenir aux besoins de leur famille qu'elles ne sont pas préoccupées par la question du climat : *Il y a l'idée que l'écologie ce n'est pas pour tout le monde, que c'est réservé aux classes moyennes et supérieures blanches. La question du climat était – un peu moins maintenant – considérée comme une question très lointaine, réservée aux riches, tandis que nous, on s'occupe de notre chômage⁸. L'écologie peut s'adresser aux milieux populaires, des questions peuvent être débattues et des projets peuvent être construits s'ils sont ancrés dans leur réalité. Il faut partir de ce que vivent les gens. Dans les quartiers, le problème principal est l'espace : les appartements trop petits, la nécessité d'espaces verts pour que les enfants puissent saérer et faire des promenades... Il faut qu'on puisse réinvestir l'espace et s'y sentir bien. Un autre sujet central est l'alimentation. J'ai toujours vu les immigrés, les pauvres des quartiers, penser l'empoisonnement de leurs enfants. (...) C'est une autre manière de poser toutes les questions d'urgence écologique, du point de vue de gens qui vivent dans les tours et le béton et ne partent pas en week-end à la campagne. On n'est pas obligés d'arriver avec des gros sabots écologistes⁹.*



© Facebook Verdragon

Pour Comby et Malier également, les milieux populaires appréhendent la réalité sous le prisme du réalisme pratique¹⁰. Ce que confirme Jordan Jimenez qui a étudié le quartier d'Air Bel à Marseille : *en termes d'acceptabilité des dispositifs liés à la transition écologique, les habitants retiennent essentiellement ce qui aura une influence sur leur environnement direct. Les projets sur le long terme et dont les impacts sont essentiellement mesurés par des chiffres ne leur parlent pas car ils n'y voient pas un outil pour pallier les problématiques de leurs conditions de vie. Dans une autre mesure, les avantages des initiatives concrètes telles que du maraîchage sont plus comprises et plus appropriables pour les habitants¹¹.*

Alors que les discours écologistes adoptent la plupart du temps une lecture globale de la problématique, en mettant en avant l'effondrement ou l'épuisement des ressources, les classes populaires ont un rapport à l'écologie sur le plan local et à partir d'expériences concrètes. Il y a là un enjeu dont il faudrait se saisir selon les sociologues : *politiser les enjeux liés à la qualité environnementale des lieux de vie des groupes dominés¹²*. Comme se focaliser sur des entreprises qui polluent les eaux ou la qualité de l'air par exemple, ce qui est rarement le cas en France de la part des organisations de justice environnementale, précisent-ils.

S'ancrer dans le territoire, c'est l'expérience qui a été réalisée à la Maison de l'écologie populaire Verdragon de Bagnolet. Plutôt que de sensibiliser sur l'Amazonie ou sur le sort d'animaux menacés que les habitant-e-s du quartier n'avaient jamais vus, un groupe a travaillé sur la qualité de l'air à Bagnolet. Ils ont fait comparer la qualité de l'air à Bagnolet et celle du 20^e arrondissement de Paris et ont

démontré que l'air y était beaucoup plus pollué qu'à Paris, 300 mètres plus loin. En cause notamment la politique de végétalisation municipale. Pour Fatima Ouassak, *cette comparaison de territoires nous a permis de prouver qu'il s'agissait de volonté politique : qu'est-ce qui est mis en place à Paris ? Qu'est-ce qui n'est pas mis en place à Bagnolet ? Qu'est-ce qu'on pourrait faire ensemble pour améliorer la qualité de vie*¹³ ?

Après avoir ouvert les yeux sur les réalités de vie des classes populaires, on peut mieux comprendre pourquoi il n'y a pas plus d'adhésion au discours politique écologiste. La conscience du dérèglement climatique est largement admise, ce qu'il manque ce sont des mesures structurelles qui impactent le système économique afin de réduire l'écart entre ceux qui seraient les « bons écolos » et les « autres ». Ce qui permettrait aux milieux populaires de se réconcilier avec le discours politique écologiste qui aujourd'hui les culpabilise.

Claudia Benedetto

1. A ce sujet, lire : VANDERBORGHT M., Vous avez dit "Milieux populaires" ? Entre position sociale commune et éclatement des réalités, Equipes Populaires, 2012.
2. Une étude sur ce sujet paraîtra en 2023.
3. <https://www.liberation.fr/forums/banlieues-et-climat-on-ne-peut-pas-demander-darreter-lavion-a-quelquon-qui-ne-la-jamais-pris>
4. Comby, J. B. & Malier H., « Les classes populaires et l'enjeu écologique », dans Sociétés contemporaines, n° 124, 2021
5. 6. 7. Idem
8. Fatima Ouassak : « Dans les quartiers populaires, l'écologie semble réservée aux classes moyennes et supérieures blanches » (reporterre.net)
9. Idem.
10. Comby, J. B. & Malier H. op cit.
11. JIMENEZ J., « Quartiers populaires et inégalités écologiques : quelles actions, discours et représentations de la transition écologique ? », Architecture, aménagement de l'espace, 2022.
12. Comby J. B. & Malier H., op cit., p. 52.
13. <https://www.agirparlaculture.be/fatima-ouassak-tout-est-fait-pour-que-les-classes-populaires-ne-se-saisissent-pas-de-lecologie/>

Ecoresponsabilité et distinction sociale

La fable du colibri, relatée par le philosophe-agriculteur Pierre Rabhi, nous raconte l'acharnement d'un sympathique colibri qui, sous le regard d'autres animaux médusés, tente d'éteindre un incendie en jetant sur le feu des gouttelettes d'eau. A ceux qui le traitent de fou, il répond « *Je sais, mais je fais ma part* ». Faire sa part, c'est le sous-entendu que l'on retrouve derrière de nombreuses injonctions aux écocistes : ne pas gaspiller l'eau, économiser l'énergie, réduire ses déchets, consommer bio, rouler à vélo...

Ces comportements valorisés – survalorisés même au sein d'une certaine classe sociale – sont supposés répondre aux problèmes environnementaux présents et à venir. Il est pourtant avéré que l'ensemble de ces pratiques ne suffiront pas pour « éteindre l'incendie ». Pendant de nombreuses années, elles ont pourtant été transmises comme telles, répandant l'idée que mis ensemble, tous ces gestes feraient la différence. Le secteur de l'éducation à l'environnement, et de nombreuses personnes adeptes du « colibrisme » se posent aujourd'hui des questions tant sur

la limite de ces pratiques que sur le public auquel elles s'adressent. Dans un article sur le sujet, Arnaud Morange souligne que *les discours sur les bonnes pratiques écologiques se déploient sur le mode de la responsabilisation, pour ne pas dire de la culpabilisation des classes sociales supposées peu éduquées*¹. L'écoresponsabilité, ou écocivisme, contribue en effet à renforcer certaines logiques de classe et de domination culturelle. En forçant le trait, on pourrait dire que les plus fortunés se donnent bonne conscience, que ceux qui possèdent un capital culturel fort se distinguent... tandis que les milieux populaires auxquels s'adressent majoritairement les campagnes de sensibilisation se culpabilisent, ou se détournent.

Par ailleurs, le caractère dépolitisé du « colibrisme » est de plus en plus souligné. C'est une pensée qui se veut positive, qui cherche l'alternative mais qui ne déconstruit pas nécessairement le système productiviste destructeur dans lequel nous restons plongés et *ne remet pas en cause la croissance économique qui est par nature anti-écologique*². C'est cette contradiction fonda-

mentale qui rend le discours confus pour les milieux populaires. Le modèle capitaliste les enjoint à avoir plus – ce qui symbolise une certaine réussite, voire une ascension sociale – tandis que le discours écologiste leur demande de renoncer à ces marques de distinction.

1. MORANGE A., *L'éducation relative à l'environnement à l'épreuve du vécu des classes populaires en France*, 2021, p. 2
2. Idem, p. 5

